

Informations générales

ALGÉRIE *appel à la grève générale*

Tensions et émeutes ethniques meurtrières

Une vingtaine de personnes sont décédées dans des affrontements entre communautés berbères et arabes à Ghardaïa, au sud de l'Algérie.



Manifestation de la communauté mozabite berbérophone, hier à Ghardaïa. Photo EPA/MAXPPP

Une atmosphère de guerre civile. Ce sont les termes employés par des journalistes algériens contactés hier et familiers de la « wilaya » (région administrative) de Ghardaïa, située à 600 km au sud d'Alger, où au moins 23 personnes ont trouvé la mort depuis lundi soir. Plusieurs centaines de blessés ont été dénombrés, sans compter les saccages et les pillages. L'hôpital de Ghardaïa n'arrive plus à contenir les blessés, rapportait même le quotidien *La Liberté* hier.

Ces affrontements meurtriers, particulièrement dans la ville de Guerrara, opposent les communautés berbérophones (« mozabites ») et arabophones (« châambi »). Les antagonismes ne datent pas d'hier dans cette vallée du M'Zab, considérée comme « la porte du désert » : depuis 1975, la violence refait surface entre les deux camps. Ces derniers troubles interviennent quelques jours seulement après la visite du ministre de l'Intérieur Nourredine Bedoui, venu justement à la tête d'une intersession de la délégation (Sûreté nationale, gendarmerie...) installer une commission « chargée de l'examen des voies et moyens pour consolider le retour à l'ordre public dans la région de Ghardaïa ».

Police débordée et en grève
Cette explosion de violence, en plein ramadan et avec des armes à feu, sonne donc comme un défi au pouvoir central, incapable jusqu'à présent de ramener le calme. Les « ultra » jeunes en majorité et au chômage dans cette région pauvre, prennent des dessus sur les modérés et les notables locaux qui appellent « à la vigilance et la sagesse ». Depuis le début, les forces anti-émeutes de la police ont été débordées. Et sont « finalement en grève », nous rapportent hier une source algérienne.

Xavier FRÈRE.

ÉTATS-UNIS *dépôt des dossiers clos*

Ils sont 443 candidats à la présidentielle 2016

Mardi 7 juillet avant minuit à Washington, 443 citoyens américains ont remis leur très officielle déclaration de candidature à la commission électorale fédérale pour l'élection présidentielle de novembre 2016.

Ils étaient 417 en 2012 et 369 en 2008. Parmi eux, 100 sont affiliés au parti républicain, 11 au parti démocrate, 11 au parti libertarien, 3 dans des partis écologistes, les autres se déclarant indépendants.

Certains seront éliminés par cette commission électorale fédérale qui examine la conformité des dossiers jusqu'au mardi 22 juillet. Si aucune raison légale ne s'oppose à sa candidature, tout candidat devra alors remettre une somme de 5 000 dollars, autre étape éliminatoire.

Les deux grands partis désignent leur candidat à l'issue de primaires qui s'étalement tout au long du premier

EUROPE

Dernières sommations avant le Grexit

Un nouveau sommet européen se tiendra dimanche. En cas d'échec des négociations, une aide humanitaire pourrait accompagner Athènes vers la sortie de l'euro. En attendant, les banques resteront fermées au moins jusqu'à lundi.



Jean-Claude Juncker, président de la Commission de Bruxelles.

Tsipras promet...

Alexis Tsipras, le Premier ministre grec, a fait profil bas, hier au Parlement européen à Strasbourg, en promettant de « nouvelles propositions concrètes de réformes crédibles » pour aujourd'hui. Donald Tusk, le président polonais du Conseil européen a prévenu : cette fois, ce sera la dernière. « C'est vraiment l'heure décisive et finale pour la Grèce comme pour

« pour dénoncer leur manque de moyens depuis 2013 dans ce secteur instable ». Hier, alors que les affrontements se poursuivaient malgré des renforts de gendarmerie, le couvre-feu était envisagé. Le président Abdelaziz Bouteflika a convoqué une réunion d'urgence. De son côté, l'opposition a mis ces violences meurtrières sur « la vacance du pouvoir », jugeant que « ce qui se jouait à Ghardaïa était la dislocation de l'Algérie ».

Soucous de manipulation
Dans la capitale Alger, un regroupement de soutien aux Mozabites a appelé hier à « une grève nationale », soulignant par ailleurs que les émeutes meurtrières « n'étaient pas d'origine ethnique comme certains prétendent, mais plutôt liées à la manipulation ».

Que faut-il entendre par « manipulation » ? Crise interne au pouvoir entre la présidence et les services de renseignement algériens ? Les trés puissants DRS qui, selon un ex-officier, « contrôlent les opinions locales en tant que police politique assistent le travail de la police et des CRS ». Cette escalade profiterait-elle plutôt à des courants ultra-religieux comme « les tafkiris wahabites » qui poussent leurs pions dans cette région, ou alors à des groupes armés pour lesquels Ghardaïa se situe « à la route de la cocaine ».

Ce conflit « a cet abcès de fixation », — n'étonne guère Akram Kharieh, spécialiste algérien des questions militaires et auteur du blog SecretDifa3 pour qui Ghardaïa est « un mille-feuille de soucis ». Un embrasement est possible, pense-t-il, même, « car il y a des mouvements, y compris armés, pour une autonomie du Sud ».

Xavier FRÈRE.

Tourisme : les réservations plongent

Les réservations de dernière minute ont diminué de 30 % depuis l'annonce du référendum grec, s'est alarmé hier le représentant de la confédération du tourisme grec, Alexandre Lamnidis. Ces réservations de dernière minute représentent 20 % du total des réservations. « Dans le cas où on trouve un accord dans la semaine, les affaires vont continuer, dans le cas contraire, et si la situation perdure encore deux ou trois semaines, nous pensons que nous allons avoir des problèmes, notamment d'approvisionnement », a-t-il ajouté.

Depuis le contrôle des capitaux, annoncé le 28 juin, les banques grecques sont fermées, et les virements vers des comptes étrangers interdits, ce qui entrave les achats de produits importés, comme la viande par exemple.

Les retraits d'argent sont limités à 60 euros par personne et par jour. « Certains hôtels veulent s'approvisionner en nourriture et bien sûr, les fournisseurs, qui sont sous pression, demandent à être payés en cash, et du cash, il n'y en a pas », a expliqué M. Lamnidis. Sur les îles grecques, « il y a quelques problèmes ici et là avec les distributeurs de billets et il y a des craintes à propos de l'approvisionnement en nourriture ».

Le poids du secteur touristique est estimé entre 15 et 20 % du PIB grec. En 2014, 24 millions de touristes, un record, ont visité la Grèce et rapporté au pays 13,5 milliards d'euros, selon la confédération qui espère cette année atteindre 25 millions de visiteurs, pour un bénéfice de 14,3 milliards d'euros.

QUESTIONS À

Pascal Lamy

Président d'honneur de l'Institut Jacques Delors

« Il faut un plan Marshall pour la Grèce »

Le Grexit est possible ?

« Le Grexit n'est pas souhaitable, mais il est devenu moins improbable. La situation a énormément changé en une semaine. Le système financier grec s'est détérioré, l'économie grecque est en chute libre, et Alexis Tsipras a réussi son pari politique. Cela lui donne une main plus forte dans la négociation, mais aussi l'autorité pour faire accepter un accord. Enfin, la question du rééquilibrage de la dette grecque est maintenant sur la table... »

Pourquoi avoir attendu si longtemps pour en parler,

contre toute évidence ?

« L'évidence, c'est que les Grecs ne sont pas en mesure d'honorer cette dette dans les conditions auxquelles elle a été soumise. Beaucoup préféreraient en parler plus tard, pour des raisons tactiques, mais le rééquilibrage du FMI a changé la donne... Il faut bien comprendre que, maintenant lancer en urgence un programme plus important pour réanimer l'économie grecque, avec des réformes plus profondes et plus larges, et donc parler aussi de la dette. C'est un plan de long terme, à cinq ou dix ans, comme

un plan Marshall de remise en fonctionnement d'un pays dévasté par une guerre ».

Vous parlez de tactiques. Ne faut-il pas regretter des postures politiques ?

« C'est effectivement un problème, mais il est incontournable, car tout accord devra passer devant les parlements nationaux grec, mais aussi allemand, français... Et les opinions européennes, y compris l'opinion française, sont devenues plus réticentes à un geste supplémentaire pour les Grecs. Cela rend la solution politiquement plus difficile. »

La France et l'Allemagne

paraissent diverger. C'est inquiétant ?

« C'est inévitable. Les cultures sont différentes : en Allemagne, on dit « Schuld », soit « faute », « péché... ». Comme souvent en Europe, c'est au milieu des deux positions de la France et de l'Allemagne que se trouve la solution : plus de discipline, côté allemand, et plus de solidarité, côté français. »

Dans cette crise, l'Europe montre qu'elle est à bout de souffle ?

« Non, mais l'ancienne combinaison de solidarité et de responsabilité, à la base du projet, ne suffit plus. Il faut davantage

durcissement du ton vis-à-vis d'Athènes

EN BREF



Le glacier Schneeferner. Photo AFP

tributaires. Pour obtenir les nouvelles aides qu'il a réclamées hier, Alexis Tsipras ne coupera pas à une hausse de la TVA et à l'arrêt des dépôts à la retraite à 56 ans, qui sont devenus une règle (non écrite) dans la fonction publique notamment. Il parle désormais d'une réforme fiscale « rapide » pour taxer enfin l'Église orthodoxe, plus riche propriétaire foncier du pays, et les armateurs. Mais cela fait cinq mois qu'il est au pouvoir sans avoir touché à leurs priviléges...

Bref, la balle est dans le camp grec. Même le plus solide allié d'Alexis Tsipras, François Hollande, l'admet quand il demande à Athènes des « propositions sérieuses, crédibles ». Pour la première fois, le président français a évoqué mardi soir (sans prononcer le mot) un Grexit : « Si l'y avait pas d'accord, il y aurait forcément la recherche d'une autre option, la France est obligée d'envisager cette option ». Manuel Valls a tenu un discours plus orienté sur le maintien de la Grèce dans

la zone euro, hier à l'Assemblée.

Mais le Premier ministre n'assiste pas aux Sommets européens...

Vers une « aide humanitaire » ?

Un nouveau Sommet – à 28 – est prévu dimanche. En cas de désaccord, il pourra engager un Grexit qui ne dirait pas son nom, en accordant « une aide humanitaire » qui permette aux banques de rouvrir (elles resteront fermées jusqu'à lundi) et aux Grecs de respirer un peu. Le président du Parlement européen, Martin Schulz (social-démocrate), a lancé en premier l'idée d'aide humanitaire, avant même le résultat du référendum. Le président (libéral) du Conseil européen lui a emboîté le pas hier.

C'est bien un ultimatum qu'ont lancé les Européens à la Grèce. S'ils n'obtiennent pas satisfaction, ils sembleront prêts à allonger quelques milliards de plus pour aider au divorce.

Patrick FLUCKIGER.

En France, le débat déserté

Les groupes du parti Les Républicains et les écologistes réclament un débat sur la Grèce à l'Assemblée. Ils l'ont eu. Il s'est tenu hier et le Premier ministre Manuel Valls a notamment annoncé qu'il y avait un accord sur la Grèce. Ses députés, qui étaient censés être absents, ont démissionné. Mais les écologistes, une petite dizaine du parti Les Républicains, quelques centristes, radicaux et Front de Gauche ainsi que des rangs socialistes qui se sont éclarés après la prise de parole du chef de gouvernement, ne restera pas dans les mémoires du Parlement.

André Chassaigne, président du groupe Gauche démocrate et républicaine, est parvenu à sortir l'audition de l'apathie en attaquant « la Troika ». Il a reçu les applaudissements de députés de tous bords : « Il est indispensable de voir M. Draghi et la BCE se montrer inflexibles, alors même que l'actuel président de la BCE était responsable de Goldman Sachs en 2006 et a contribué à falsifier les comptes de l'Etat grec pour favoriser son entrée dans l'euro ».



Photo DR

de disciplines communes, ce qui suppose davantage d'érosion des souverainetés nationales, avec l'accord des opinions publiques, dont le soutien à la construction européenne s'est affaibli et davantage de solidarité côté français.

Dans cette crise, l'Europe montre qu'elle est à bout de souffle ?

« Non, mais l'ancienne combinaison de solidarité et de responsabilité, à la base du projet, ne suffit plus. Il faut davantage

Recueilli par Francis BROCHET.

Le New York Stock Exchange, principale plateforme boursière à Wall Street, a suspendu provisoirement hier en fin de matinée tous ses échanges, à la suite d'un « problème technique ». Rarissime, l'incident a suscité une certaine inquiétude, d'autant que dans la matinée United Airlines avait annoncé que tous ces vols restaient cloués au sol en raison d'un problème informatique, et que le site du Wall Street Journal est également devenu indisponible dans la matinée. Un porte-parole du gouvernement américain a toutefois précisé qu'à priori, aucune activité malveillante n'avait été détectée. Wall Street a repris ses cotations après environ deux heures d'interruption.

ITALIE

Berlusconi condamné à 3 ans de prison

Le tribunal de Naples a condamné hier soir l'ancien chef du gouvernement italien Silvio Berlusconi à trois ans de prison pour corruption de sénateur, une peine qui ne sera cependant pas appliquée. Cette condamnation, prononcée par la présidente du tribunal Isabella Romani en l'absence de l'accusé, ne sera pas mise en œuvre car le délit en question sera prescrit à l'automne, bien avant un éventuel jugement en appel.

TUNISIE

Un mur de terre face à la Libye

Le Premier ministre tunisien Habib Essid a confirmé hier qu'un mur de terre était en construction à la frontière libyenne.annoncé par le ministère de la Défense après l'attentat du musée du Bardo, en mars, ce mur de 168 km devrait être terminé pour la fin de l'année. Son objectif est d'empêcher les terroristes de franchir la frontière, alors que la Libye sort de base arrachée à de nombreux groupes djihadistes — parmi lesquels les Tunisiens seraient environ 3 000.

CHINE

elle a perdu un tiers de sa valeur depuis un mois

La Bourse de Shanghai chute



Un investisseur devant les cours de la Bourse de Shanghai, la semaine dernière. Photo AFP

Le 3 juillet, il a fallu que 24 heures pour trancher : le 4 juillet au soir, il a annoncé qu'il renflouerait la bourse, à commencer par les groupes publics, au moyen de 19,4 milliards de dollars « prêtés » aux maisons de courtage. Cependant, le gouvernement avait renié sa promesse de novem-

bre 2013, lors du 3^e Plenum, de « laisser à l'avenir un rôle décisif aux forces du marché ». Echec du plan de sauvetage de la bourse chinoise, qui continuait, impossible à arrêter. Mercredi, Shanghai perdait 6 %, et Shenzhen (l'autre place boursière) 3 %. Durant ces dernières semaines, les analyses portent sur la « corbeille » de la bourse un comportement étrange : 51 % des 2 800 firmes cotées se retrouvent, provisoirement du marché. C'était parce que des groupes financiers ayant acheté cette partie, l'avaient hypothéqué en banque pour obtenir de l'argent frais (pratique dangereuse mais autorisée par la tutelle boursière). Mais le titre s'est effondré.

Le banquier réclamait alors dans le système, en faveur des grands industriels et des grands cadres, qui sont liés, aux dépens de la petite bourgeoisie nascente. En principe, la finance est sous contrôle d'organes de tutelle, telles la Banque Centrale et la Commission boursière. Mais ces agences ne sont pas indépendantes et obéissent aux ordres. Lesquels sont souvent conformes aux intérêts des banques et des consortiums publics. Pire encore, ces tutelles, et leurs patrons sont notamment rivaux, en désaccord, et se paralyseront mutuellement. « C'est ce qui a provoqué la crise, ajoute Yuanlong, et c'est cela que la Chine entière découvre maintenant... »

Mais comment enrayer le malström dévastateur et, surtout, faire que la Chine reconnaît à croire dans les mois suivants à son slogan qui lui avait tant profité jusqu'alors, celui du « rêve (de reajustement) de la Chine » ? Il faudra attendre pour le savoir, mais il est sûr que ce ne sera pas chose facile.

A Pékin, Eric MEYER.